



DAKAR RÉGION VERTE

Le journal du plan climat

N° 3 – décembre 2013

ÉDITO

Quand, il y a bientôt deux ans, nos deux régions partenaires et amies se sont lancées dans le projet d'élaboration du Plan climat territorial intégré (PCTI) de la Région de Dakar, nous savions que nous démarrions un programme ambitieux et novateur dans le cadre d'une coopération décentralisée. Si l'enjeu climatique est crucial pour la Région de Dakar, il l'est également pour l'Île-de-France. Et si les contextes sont différents, les conséquences, sociales, économiques et écologiques, dues aux dérèglements climatiques sont des enjeux communs.

Bien sûr, l'heure n'est pas encore au bilan. Mais les résultats des études « bilan Carbone » et « de vulnérabilité », les premières à être menées sur le continent Africain, donnent déjà une carte d'identité précise du territoire régional de Dakar, qui permet de construire des solutions adaptées.

La concertation est ouverte et doit aboutir en 2014 à la formulation de ce PCTI. Le conseil régional de Dakar devra opérer des choix, en conciliant les urgences et les priorités et en intégrant des familles d'acteurs différentes. En tenant compte également d'enjeux aussi divers – et parfois, en apparence, contradictoires – que la sécurité alimentaire et foncière, les inondations et l'érosion côtière, les questions sanitaires et sociales, ou la dimension économique sous toutes ses composantes.

Le Conseil régional de Dakar peut compter sur le Conseil régional d'Île-de-France qui, en retour, apprend beaucoup de ce cheminement croisé.

Roberto Romero

Vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, chargé des affaires internationales et européennes.

UNE ANNÉE S'EST ÉCOULÉE DEPUIS LE PRÉCÉDENT NUMÉRO DE DAKAR RÉGION VERTE. NOUS Y ANNONÇONS UNE ANNÉE RICHE DE RENCONTRES, D'ÉTUDES, DE RÉFLEXIONS, D'ACTIONS EN TOUS GENRES. LES DOUZE MOIS PASSÉS N'ONT PAS DÉMENTI CETTE PRÉVISION. L'ACTUALITÉ DU PCTI A ÉTÉ PONCTUÉE D'ÉVÉNEMENTS PHARES PERMETTANT AU PROJET D'ÊTRE MIS EN LUMIÈRE À PLUSIEURS REPRIS (VOIR WWW.PCTIDAKAR.ORG). MAIS IL S'EST AUSSI PASSÉ BEAUCOUP DE CHOSSES EN MARGE DES GRANDS RENDEZ-VOUS, CONTRIBUANT À DONNER UNE ASSISE FORTE À CETTE DYNAMIQUE AMBITIEUSE.

LE PCTI DE DAKAR ENTRERA DANS UNE NOUVELLE PHASE AU PRINTEMPS 2014, OUVRANT AINSI LE CHEMIN DE LA CONSTRUCTION DU PCTI. ENTRE-TEMPS D'AUTRES PAGES SONT À ÉCRIRE : LES QUESTIONNEMENTS ET LES PISTES SOULEVÉS PAR LES ÉTUDES S'AFFINENT ET SE CROISENT POUR NOURRIR LA RÉFLEXION, LA CONCERTATION SE POURSUIT, LA MOBILISATION DES ACTEURS ÉGALEMENT... DE QUOI FERTILISER LES RÉFLEXIONS DES SIX PROCHAINS MOIS POUR PRÉPARER AU MIEUX LE FUTUR PCTI.

Les 1^{er} et 2 juillet derniers, Dakar accueillait plus de trois cents personnes venues pour la plupart de la région de Dakar, mais aussi de France, toutes réunies pour participer au lancement officiel du PCTI. Stimulé par une première année de préfiguration très dense, ce rendez-vous constituait un

temps de travail essentiel pour lancer la phase de concertation. Répartis en quatre ateliers thématiques, les participants se sont saisis des diagnostics pour les préciser et les compléter, inaugurant concrètement cette nouvelle étape, soulignant l'ampleur et les enjeux du projet, révélant les

priorités et les urgences. L'occasion, aussi, de mesurer à quel point cet important projet, porté par une démarche innovante, entre coopération décentralisée et mobilisation sociétale, est observé avec intérêt à l'intérieur comme à l'extérieur du Sénégal.

SUITE P2



[1] UN PROJET QUI FAIT PARLER DE LUI

Mis en œuvre à Dakar certes, mais dans le cadre d'une coopération décentralisée franco-sénégalaise innovante, le PCTI commence à être connu et reconnu à l'extérieur du territoire sénégalais. C'est ainsi que Pascal Canfin, le ministre français en charge du Développement, a consacré à ce projet une partie importante de sa visite officielle au Sénégal, à la mi-septembre. Selon lui, ce PCTI peut donner un nouveau cap à la coopération décentralisée, tout autant qu'enrichir les réflexions lors de la conférence internationale sur le climat qui se déroulera en France en 2015. En miroir à cette intervention, Pape Ahmed Keita, conseiller régional et adjoint au maire de la ville de Guediawaye, s'est fait l'ambassadeur du PCTI lors du Sommet mondial de la ville durable (Ecocity2013) qui s'est tenu à Nantes fin septembre. Aux côtés d'autres territoires engagés dans des actions semblables, M. Keita a pu faire valoir l'originalité du PCTI de Dakar, en particulier son ancrage dans une coopération décentralisée.

[2] QUELQUES CHIFFRES

Le bilan Carbone de la région de Dakar livre des chiffres intéressants pour l'appréciation de la situation climatique. Ces chiffres sont exprimés en tonnes équivalent CO₂, (teq CO₂), l'unité de mesure qui prend en compte le pouvoir de réchauffement de chaque gaz à effet de serre (GES) relativement à celui du CO₂. De cette étude, nous pouvons retenir que :

- Les émissions de GES dues à la climatisation représentent presque 1 million de teq CO₂.
- Le riz représente 70 % des émissions de gaz GES de l'alimentation, qui elle-même compte pour 7,8 % dans les émissions globales de GES du territoire. À titre de comparaison, les céréales locales émettent dix à vingt fois moins de GES.
- Un taxi circulant dans le centre de Dakar émet 1 teq CO₂ tous les 2 500 km.
- Au total, 15,8 millions de teq CO₂ sont émis chaque année sur l'ensemble de la région de Dakar, soit 6,2 teq CO₂ par an et par habitant (pour 11,2 teq CO₂ en Île-de-France). Le niveau soutenable des émissions dans le monde serait de 2 teq CO₂ par an et par habitant...



OUVRIR LES YEUX

Les deux études menées au cours du premier semestre 2013 se sont intéressées, l'une aux émissions de gaz à effet de serre (le « bilan Carbone »), l'autre au diagnostic de vulnérabilité de Dakar et sa région. Réalisées par le cabinet ESPERE (voir présentation dans le n° 2 de Dakar Région Verte) et par un consortium composé de l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD) et des laboratoires de recherche des facultés de Dakar (UCAD) et de Saint-Louis, toutes deux ont été dévoilées et mises en partage en juillet, lors de l'événement de lancement. Très détaillés, ces deux diagnostics mettent en relief des constats sur lesquels il n'est pas nécessaire de revenir en détail ici, mais dont certains traits saillants méritent d'être soulignés. Du bilan Carbone, dont l'année de référence est 2008, (www.pcti-dakar.org/?p=532), il ressort en particulier que la responsabilité des émissions de gaz à effet de serre (GES) incombe à part égale aux industries (notamment les industries de l'énergie, responsables de 30 % des émissions de GES) et à la population (16 % pour les déplacements des personnes, 15 % pour le résidentiel), même si cette dernière n'a qu'une responsabilité relative sur ces derniers résultats. La seconde étude (www.pctidakar.org/?p=540) révèle de



manière exhaustive l'immense vulnérabilité d'un territoire très exposé : croissance démographique et densité urbaine exponentielles ; pollution des nappes et de l'océan ; dégradation de la qualité de l'air ; appauvrissement des sols ; érosion côtière ; exposition accrue aux caprices météorologiques ; dépendance énergétique quasi-totale vis-à-vis d'un tout-pétrole 100 % importé. Un tableau en partie déjà connu, mais désormais cerné avec acuité.

PRENDRE DU RECUL

Ces deux études fondatrices s'appuient sur des observations croisées. L'une – le bilan des émissions de gaz à effet de serre – est basée sur des données relevées en 2008, année où ont été produites les dernières statistiques à valeur certifiée. L'autre – l'étude de vulnérabilité – s'est construite autour d'un travail d'enquêtes de terrain et de compilation de plus de mille références bibliographiques. Il faudra, à partir de ces observations, en extrapoler les résultats en se plaçant à l'horizon 2025, où le territoire régional de Dakar pourrait compter cinq millions d'habitants, contre trois millions aujourd'hui. À quoi pourrait ressembler la région de Dakar – qui rassemble à la fois un espace urbain dense, un environnement péri-urbain contraint et malgré tout extensif, et une zone rurale qu'il est nécessaire de sauvegarder – si rien n'est entrepris pour mieux maîtriser le développement désordonné d'aujourd'hui ?

Froidement considérés, ces constats peuvent sembler difficiles à surmonter... Néanmoins cette réalité possède un autre versant, humain celui-là, qu'il n'est pas possible d'évaluer de manière quantitative mais qui sera décisif. Un mouvement est en marche qui n'est plus une utopie et qui recèle une belle énergie pour affronter cette réalité et se projeter dans un futur immédiat.

[3] TROIS QUESTIONS À...

Isabelle Niang
Experte GIEC au Sénégal



1. Les études lancées dans le cadre du PCTI vous ont-elles permis de découvrir des éléments nouveaux quant au contexte climatique de la région de Dakar ?

Sur le contexte climatique non, mais sur les inventaires oui. Il y a toute la question des modes de vie (sécurité alimentaire, rapport au froid) et comment les gens peuvent faire pour enrayer les émissions de GES.

2. Que peut-on retenir des conclusions du dernier rapport du GIEC, qui intéresse l'avenir du territoire dakarais ?

Le prochain rapport contient peu de choses nouvelles par rapport au 4^e rapport. Je pense qu'il est important de se centrer sur des choses que l'on connaît : l'élévation du niveau marin qui va aggraver les situations d'inondations, les pertes de terres et la salinisation des eaux et des sols ; les événements exceptionnels (sécheresses, inondations) qui vont durer plus longtemps.

3. Selon vous, quelles priorités ces différents travaux déterminent-ils, en termes de réflexions et d'actions, pour le PCTI ?

Si l'on parle en termes de PCTI, je pense qu'il faut l'axer sur les propositions d'adaptation : essayer de faire face aux conséquences négatives du changement climatique, car les réductions d'émissions ne vont pas empêcher certaines catastrophes dans nos pays. Il faut se préparer à cela.



[4] UN DIAGNOSTIC CROISÉ POUR UNE CONCERTATION FÉCONDE

L'ARENE Île-de-France et le Conseil régional de Dakar ont réalisé, en collaboration avec le Cabinet ESPERE, une synthèse des deux grandes études (émissions de GES et vulnérabilité du territoire) et des résultats issus des premiers ateliers de concertation de juillet, dans l'optique de rendre plus accessibles les enjeux d'atténuation et d'adaptation identifiés dans la région de Dakar. Cet effort de croisement a contribué à dégager les tendances et orientations stratégiques qui seront mises en débat lors de la deuxième session de concertation programmée en décembre et, au plan méthodologique, de définir le nombre d'ateliers nécessaires, leur format et les techniques d'animation requises. Il sera également utile pour caler les prochaines étapes du PCTI.

Le document issu de ce travail a été élaboré afin de pouvoir s'adapter à la méthode de la « pyramide » : pour chacune des problématiques traitées en atelier (aménagement du territoire, agriculture urbaine et pêche côtière, biodiversité, bâtiments et infrastructures, énergie, eau et assainissement, transports, tourisme, gestion de déchets), des strates successives répondent à des questions spécifiques, selon les objectifs de l'atelier. Cette méthode facilite le partage des constats, en faisant ressortir pour chaque problématique des éléments de causalité ainsi qu'une analyse systémique des enjeux majeurs ou des points névralgiques. Ainsi préparée, chaque question peut être traitée de manière à la fois approfondie et transversale – du point de vue de la nature, de l'économie, de la société et du bien-être.

FAIRE PARLER LES CHIFFRES

Les bilans chiffrés ne doivent pas être perçus comme de lourdes menaces, mais plutôt comme des opportunités devant amener les Dakarais à construire un plan climat dont les ambitions sont à la mesure des défis à relever. Ces deux études sont donc extrêmement précieuses pour savoir d'où l'on part et dans quelle direction aller. Elles contribuent, en apportant le plus possible d'informations objectives, à mettre en relief les principaux champs d'actions : énergie, déplacements, bâti, gestion des ressources et des déchets... Mais elles ne sont pas directement transposables en orientations et actions. Aussi est-il mené un travail de « croisement » des deux diagnostics enrichi des échanges des premiers ateliers de concertation, dont l'objectif, précise Sophie Dedieu, coordinatrice des plans d'actions territoriaux à l'ARENE Île-de-France, est « de proposer une lecture problématisée du territoire, c'est-à-dire une vision compréhensible des enjeux territoriaux » (voir encadré 4). Cette synthèse doit faciliter la lisibilité et l'appropriation des diagnostics, en vue notamment de la seconde session de concertation qui se tiendra à Dakar les 10 et 11 décembre. La mise à disposition d'une grille d'analyse à la fois fine et claire du territoire est d'autant plus déterminante que ce second rendez-vous doit permettre d'avancer sur les orientations du PCTI.

ALLER AU FOND DES CHOSES

Les constats étant maintenant affinés, la région « cartographiée », les enjeux établis, les acteurs motivés et mobilisés... tout reste à faire !

Ou presque tout. Car déjà se dessinent en creux quelques principes ou idées forces qui vont présider au PCTI. Il y a d'abord, plus qu'une validation, la mise en lumière par les deux études d'un axe clé : alors que le point focal, jusqu'à présent, paraissait être l'adaptation aux changements climatiques, il apparaît aujourd'hui que l'enjeu de l'atténuation est d'égale importance. On ne peut plus s'arrêter aux conséquences sans poser la question des causes et des responsabilités. Ce qu'incriminent en fin de compte tous ces constats bruts, c'est le mal-développement qui ronge la région de Dakar, caractérisé par une anarchie urbanistique, des aberrations énergétiques, une saturation démographique, la prolifération des déchets, etc.

OPÉRER DES CONNEXIONS

L'eau est une illustration particulièrement criante de ce contexte de mal-développement : les fortes intempéries provoquent des inondations toujours plus intenses qui font déborder les nappes phréatiques ; celles-ci, polluées, obligent à acheminer depuis l'extérieur du territoire l'eau nécessaire à la consommation humaine ; une fois souillée, cette dernière, non traitée, s'écoule vers l'océan où s'achève son périple nocif. L'océan, lentement mais sans relâche, érode les côtes aujourd'hui fragilisées, favorisant les inondations... Cette problématique peut être reliée aux deux

questions, elles aussi éminemment complexes et prépondérantes, de la sécurité alimentaire et du bâti. Aussi est-il paru intéressant, sinon primordial, d'articuler les diagnostics « énergie » et « vulnérabilité » avec deux études sectorielles « alimentation » et « bâti » réalisées en marge du PCTI (voir encadré 5). Pour faciliter cette interpénétration, deux ateliers *ad hoc* ont été organisés au mois de novembre, dont les débats nourriront également le prochain round de concertation. D'autres initiatives ont été lancées en parallèle, dont un diagnostic des fluides effectué dans les trente lycées de la région de Dakar (voir encadré 6).

[5] DES ATELIERS THÉMATIQUES

Les rencontres avec les acteurs de la région de Dakar organisées depuis deux ans, puis les diagnostics territoriaux réalisés cette année, ont confirmé la prégnance de certains enjeux. Cela a déterminé l'organisation d'ateliers thématiques réunissant des experts et personnes ressources, en vue d'alimenter le PCTI en éléments plus précis qui seront mis en partage lors des ateliers de concertation de décembre.

Un premier atelier organisé le 7 novembre visait à partager les premiers résultats d'une étude sur la sécurité alimentaire, réalisée en marge du PCTI par la Fondation Nicolas Hulot et le GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural). L'objectif de la rencontre était d'initier une réflexion collective sur cette question fondamentale pour le développement territorial, et d'envisager un programme d'actions pouvant s'intégrer à la dynamique du PCTI. Un second atelier consacré à l'efficacité énergétique dans le bâtiment s'est tenu les 12 et 13 novembre pour s'approprier les travaux menés sur le sujet par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), le PNUD (Programme des Nations Unies pour

le développement) et l'IFDD (Institut de la Francophonie pour le développement durable). Il s'agissait de faire le point sur l'efficacité énergétique du bâti dans les pays chauds et sur les méthodes de construction adaptées au changement climatique, et de se saisir des questions que cela pose en termes de sensibilisation, de développement de filières ou de réglementation.

Un troisième atelier prévu prochainement doit se pencher sur la question de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSEE). Promu par l'ARENE, en partenariat avec l'Agence régionale du développement (ARD) et en lien avec l'Agence française de développement, il permettra une première rencontre avec les acteurs du monde économique, qui vont devoir se familiariser avec les défis soulevés par le PCTI. Une visio-conférence franco-sénégalaise organisée début novembre a mobilisé de nombreux acteurs du côté tant sénégalais que francilien. Cette initiative aura permis de dessiner les contours de ce rendez-vous, essentiel pour l'équilibre recherché par le projet.

[6] ÇA BOUGE À DAKAR

Les lycées à la loupe

La région de Dakar compte trente lycées, répartis sur tout le territoire. La réhabilitation de ces établissements scolaires, nécessaire, concerne doublement la région Île-de-France : dans le cadre de la coopération décentralisée « classique » entre les deux régions d'une part, puisque les lycées rentrent dans ce champ, et dans le cadre du PCTI d'autre part, car il n'est plus possible d'envisager de telles opérations sans y

inclure une réflexion sur la dimension environnementale. C'est dans ce sens qu'ont été lancés au printemps dernier, dans l'ensemble des lycées de la région, un diagnostic des fluides (énergie et eau) et une étude thermique, dont les conclusions donnent une vision précise de la situation de chaque établissement, en fonction de son architecture, de sa construction, de son orientation et de son occupation effec-

tive. Des actions correctives et innovantes seront ensuite proposées, adaptées à chaque contexte, pour atteindre une plus grande efficacité énergétique qui génère une diminution des factures et favorise l'amélioration des conditions de travail des élèves et du personnel. Cela se traduira de manière concrète par une série d'actions pouvant être mises en œuvre rapidement et à moindre coût, et par des actions plus structurantes qui seront réalisées à moyen

ou plus long terme. Intégrer les lycées dans cette dynamique revêt un double intérêt. Il s'agit bien entendu de permettre à ces derniers d'atteindre un niveau d'excellence écologique qui leur sera précieux, mais l'objectif est également de s'en servir comme moyen de promotion, de sensibilisation aux enjeux environnementaux, et cela à grande échelle, puisqu'à travers les lycéens de nombreuses familles seront touchées.

[7] UNE QUESTION DE COHÉRENCE

Le bilan carbone de l'événement de lancement

Le cabinet ESPERE, déjà auteur du diagnostic des émissions de gaz à effet de serre, a réalisé à la demande de l'ARENE Île-de-France un bilan carbone des deux journées de lancement du projet. La vocation première de cette initiative est pédagogique : en établissant l'impact d'une telle action en termes d'émissions de GES, ce diagnostic permet de prendre la mesure des problèmes de manière concrète... et constitue naturellement une invitation à mieux faire. Les consultants ont analysé les données fournies par 300 participants et organisateurs, ainsi que par l'hôtel Ngor Diarama qui accueillait l'événement. Les premiers devaient indiquer leur provenance, les modes de transport et types d'hébergement choisis. Les renseignements demandés à l'hôtel, plus complets, portaient sur les locaux et leur aménagement, la consommation énergétique, la gestion des déchets, l'alimentation, le personnel employé, etc. L'analyse des informations collectées a révélé des résultats qui n'ont rien d'exceptionnel en soi. La quantité globale d'émissions de GES a en effet été évaluée à 46 tonnes équivalent CO₂, ce qui est important, mais demeure raisonnable pour un événement de cette nature. Parmi les postes émetteurs pris en compte, il apparaît sans surprise que les transports, la nourriture et les intrants (communication, papier, sacs en coton) ont représenté les plus gros facteurs d'émissions de GES – que les organisateurs de la rencontre ont choisi de compenser par l'achat de foyers de cuisson améliorés. Une synthèse de ce bilan est disponible en ligne (www.pctidakar.org/?cat=13)

SEMER, ESSAIMER, ESSAYER...

Comment rester optimiste dans cet horizon quelque peu chargé ? Un premier motif, le plus important peut-être, tient au fait de voir un territoire se retrousser les manches et se mettre en ordre de bataille, et cela avec d'autres acteurs dans et hors du Sénégal – gage d'une réelle prise de conscience et d'une dynamique qui, une fois lancée, ne saurait s'arrêter. « *Les voyants sont au vert* », confirme Denis Dangaix coordinateur du PCTI, mais « *cela ne veut pas dire que ça va marcher. Il faut être modeste et conscient que les conditions qui doivent garantir une opérationnalité maximale sont encore à construire* », concède-t-il. D'autant, est-il nécessaire de le préciser, que le PCTI ne saurait tout résoudre à lui tout seul. Il est avant tout une contribution à une évolution qu'il faut impulser de manière plus large.

L'approche transversale, internationale, était au cœur des ateliers organisés lors du lancement du PCTI en juillet, première étape dans le partage du diagnostic élargi, la concertation et l'enrichissement des pistes de réflexion. Quatre ateliers y étaient proposés : « aménagement et bâti », « gouvernance », « réseaux » et « production, consommation responsable et déchets » (www.pctidakar.org/?p=562). Il s'agissait, en s'appuyant sur les conclusions des différentes études, de se projeter dans l'avenir à partir de la situation présente considérée dans son épaisseur et sa complexité. Dans un souci de cohérence et de pédagogie, un bilan Carbone des deux journées de lancement du PCTI a par ailleurs été réalisé (voir encadré 7).

COMMUNIQUER POUR IRRIGUER

La phase de partage et de concertation ouverte par la rencontre de juillet, qui précède et prépare celle de construction du PCTI, doit se propager vers d'autres sphères socio-économiques au cours des prochains mois, comme le secteur des entreprises par exemple.

« Partager », « se concerter » : il est assurément positif de le revendiquer et de l'affirmer... Pour autant, cela ne doit pas rester du domaine du discours. Fort heureusement ce projet a fait la preuve d'une vraie détermination, partagée par tous les acteurs, à ne pas se satisfaire de mots et d'intentions, mais bien à lier réflexion et action. Ainsi, parallèlement au lancement officiel du PCTI, se mettait en place la diffusion des ressources. Un site Internet dédié au PCTI et à son processus de lancement a été inauguré, qui constitue désormais la mémoire vive du projet (voir encadré 8).

Cet impératif de communication doit s'entendre au sens fort du terme, car il s'agit bien, souligne Denis Dangaix, de délivrer « *des éléments de compréhension, d'orientation et de préconisation à mettre en partage pour enrichir les diagnostics et les débats* ». L'ambition est aujourd'hui de faire travailler une large palette d'acteurs sur un certain nombre de questions clés afin d'explorer ces dernières dans toutes leurs dimensions... Une vaste entreprise, désormais accompagnée par un comité de pilotage nouvellement installé (voir encadré 9).

DIRE ET FAIRE

Conjuguer expérimentation et réflexion est indubitablement la marque de fabrique du PCTI de Dakar. Cette approche assumée va s'affirmer à mesure de l'avancée du projet et de sa structuration. Elle devrait autoriser les citoyens à s'y retrouver et à trouver leur place, car c'est dans cette appropriation, et là seulement, que se tient la clé de la réussite du projet, par-delà l'intervention des élus, des experts et de la coopération décentralisée.



[10] PORTRAIT Ndiogosse Socé

L'équipe du PCTI s'étoffe, avec l'arrivée en son sein d'une nouvelle chargée de mission, Ndiogosse Socé. Après des études à la prestigieuse Université de Sherbrooke (Québec), reconnue pour ses formations environnementales, Ndiogosse Socé a été en charge de la méthodologie du diagnostic de vulnérabilité pour le PCTI de l'Entente inter-régionale du Ferlo (un territoire regroupant cinq régions administratives dans le nord-est du Sénégal) piloté par le PNUD. Aujourd'hui en poste au Conseil régional de Dakar en tant que chargée de mission PCTI, il lui a été confié la mission d'assurer

la pérennité du projet au-delà de l'assistance à maîtrise d'ouvrage assurée par l'ARENE Île-de-France jusqu'à la fin 2014. Ndiogosse Socé a su s'intégrer rapidement à l'équipe et lui montrer sa détermination pour contribuer à faire de ce PCTI un projet de développement territorial à la mesure des enjeux de la région capitale. Il lui appartient maintenant de se positionner comme relais entre les différents acteurs du territoire afin de favoriser l'éclosion de ce projet commun.

[8] UN SITE POUR NOURRIR LE PROJET ET VOUS EN NOURRIR

Le PCTI s'est récemment enrichi d'un nouvel outil : un site Internet dédié au projet dans toutes ses dimensions. Maillon indispensable d'une communication tournée vers l'extérieur, www.pctidakar.org offre la possibilité à la fois de découvrir en profondeur le PCTI (documents pédagogiques évoqués ici, galerie photos, études, vidéos, actualités, etc.). Ce site se veut également un outil d'échange et de dialogue, pour alimenter les réflexions. Vitrine permanente et communicante du PCTI, qu'il accompagnera jusqu'à son terme, ce site est voué à prendre de l'ampleur à mesure de l'avancée du projet, puisque nous nous acheminons vers une période plus intense de sensibilisation et de mobilisation. Si vous y faites un tour, profitez-en pour vous abonner à la newsletter du PCTI !

[9] UN PILOTE DANS LE PCTI

Entamé il y a un an et demi, le processus du PCTI a évolué au gré d'une chronologie qui obéissait à une logique de gestion de projet assez classique. Alors que le projet s'apprête à passer à une phase plus stratégique d'orientation et de programmation, le suivi du projet va requérir un pilotage plus politique. Un comité de pilotage a donc vu le jour en novembre dernier, sous l'autorité du président du Conseil régional de Dakar. Il aura pour missions d'accompagner l'élaboration de la stratégie de formulation du PCTI, de suivre l'état d'avancement du projet en validant les différentes étapes, de vérifier la conformité des actions engagées avec les objectifs initiaux, quitte à proposer aux partenaires les ajustements ou nouvelles orientations nécessaires en cours d'exécution, et enfin d'émettre des recommandations sur toute action à prendre pour une bonne exécution du PCTI. Signe de l'engagement du Conseil régional de Dakar et du soutien de l'État sénégalais, cette instance 100 % sénégalaise comptera parmi ses membres des représentants des principales collectivités ou groupements de collectivités de la Région de Dakar, les présidents de commissions régionales thématiques, et des représentants des ministères concernés par le PCTI.